

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



Diefenbaker et le Canada français

Marcel Gingras, *Diefenbaker et le Canada français*, Vanier (Ontario), L'Interligne, 1997, 258 p.

Michel Gaulin

Numéro 90, été 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/38070ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Productions Valmont

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gaulin, M. (1998). Diefenbaker et le Canada français / Marcel Gingras, *Diefenbaker et le Canada français*, Vanier (Ontario), L'Interligne, 1997, 258 p. *Lettres québécoises*, (90), 54–54.

Diefenbaker et le Canada français

ESSAI
Michel Gaulin

Une synthèse utile et bien faite sur un sujet qui ne tombe pas spontanément sous le sens.

CONSACRER TOUT UN OUVRAGE aux rapports de John Diefenbaker avec le Canada français tenait du défi, tant le vieux chef conservateur, malgré les cinquante députés que le Québec devait lui donner presque par surprise au soir du 31 mars 1958, éprouvait peu de sympathie pour les aspirations du peuple canadien-français à l'aube de ce qui allait devenir la Révolution tranquille. C'est pourtant un défi que Marcel Gingras, bon observateur de la scène politique canadienne, longtemps correspondant parlementaire à Ottawa (pour *La Presse*, notamment) et plus tard rédacteur en chef du *Droit*, relève avec compétence et une bonne compréhension tant de l'homme que des enjeux en présence.

Gingras affirme avoir entrepris ce travail dans le but de

rappe[ler] aux uns et [faire] connaître aux autres cet homme qui, à l'instar de nombre de nos compatriotes de langue anglaise, n'a jamais pu comprendre le Canada français. (p. 13)

L'accélération de l'histoire, au cours des quarante dernières années, de même que la profonde altération, entre-temps, des rapports de force entre les deux peuples fondateurs de la fédération, rendaient impératif de faire le point sur cette période de l'histoire politique canadienne avant qu'elle ne fût tout à fait tombée dans l'oubli.

Trois parties

L'auteur a conçu son ouvrage en trois parties : d'abord une synthèse, en quelque treize chapitres courts mais bien circonscrits, de l'odyssée politique du vieux chef pendant les onze années où il fut à la tête du Parti progressiste-conservateur, soit de décembre 1956 à septembre 1967, avec une attention particulière aux années, de 1957 à 1963, au cours desquelles il dirigea le gouvernement. Dans une seconde partie, Gingras examine la « fortune éditoriale » de Diefenbaker dans la presse francophone du pays, au moyen d'un sondage axé sur quatre grands moments de sa carrière (élection à la direction du parti, élections de 1957 et de 1958, défaite finale aux mains de Robert Stanfield en 1967). Dans une troisième partie, enfin, il reproduit, à partir du journal des débats (*Le Hansard*), six discours, dont cinq prononcés dans les années quarante (Diefenbaker était entré aux Communes en 1940), où s'étaient déjà les idées rétrogrades qui allaient faire l'infortune de l'homme quand le pouvoir lui adviendrait enfin, et le discours du 4 février 1963 dans lequel, la veille même de la défaite de son gouvernement en Chambre, le premier ministre tentait de contrer, par la proposition d'une conférence fédérale-provinciale sur le « bicultural-

lisme », les voix qui s'étaient d'abord élevées au sein de son propre parti pour réclamer la tenue d'une enquête en bonne et due forme sur cette question, idée que s'était empressé de saisir Lester B. Pearson. Quant aux discours des années quarante, ils portent sur des sujets qui devaient constituer les obsessions de Diefenbaker tout au long de sa carrière politique : la conscription et la question connexe de la participation des Canadiens français à l'effort de guerre ; le « canadianisme sans trait d'union » ; l'adoption d'un drapeau canadien distinctif qui ferait abstraction de tout symbole rattaché à l'impérialisme britannique, ce à quoi le vieux chef demeura opposé jusqu'à la fin (quand il mourut, en 1979, son cercueil fut drapé de l'unifolié et du Red Ensign si cher à son cœur).

Politicien retors ; politique maladroit

Au fil des pages de l'essai de Gingras émerge la figure d'un politicien ambitieux, madré, entêté, mais peu au fait des prolongements psychologiques des réalités politiques avec lesquelles il avait à composer. Reporté au pouvoir en mars 1958 avec un gouvernement fortement majoritaire après n'y avoir accédé une première fois que de justesse et presque par défaut en juin 1957, Diefenbaker ne sut pas tirer parti de l'avantage que lui offrait l'élection de cinquante députés du Québec (tout près du quart de sa députation). Il préféra se laisser guider par sa méfiance quasi héréditaire à l'endroit de ses compatriotes canadiens-français, leur comptant chichement les postes dotés de pouvoir véritable, leur jetant à l'occasion des miettes (les « chèques bilingues » constituent à cet égard un éloquent symbole), et se contentant autrement, dans leur direction, de vagues protestations d'amitié, ce à quoi l'aidaient les effets faciles de ses dons d'éloquence perfectionnés pendant la longue carrière de criminaliste qu'il avait menée avant de faire son entrée en politique. Dans la vie privée, s'il était, à l'occasion, capable de magnanimité, il devait se révéler surtout vaniteux et prompt à la vindicte face à tout manque d'égards, réel ou présumé.

Comme le fait observer Jean-Louis Gagnon, qui en signe la préface, l'essai de Gingras permet « d'expliquer la mésaventure des années Diefenbaker en l'identifiant à son refus de l'histoire » et démontre « combien il est difficile de gouverner un pays quand on s'entête à nier sa genèse » (p. 9). Gingras, quant à lui, signe ici un ouvrage écrit avec élégance, bien documenté et disert, en plus d'être fondé sur une longue expérience de la vie politique à titre de journaliste. Il comble ainsi un vide que les générations à venir auraient autrement eu toutes les raisons de déplorer. ■

